

ArcelorMittal : Les outils industriels stratégiques pour l'Europe doivent être préservés, pas démantelés

(Date : 3 mai 2018)

ArcelorMittal a annoncé sa proposition de cession d'actifs industriels majeurs en ciblant la vente d'usines en Roumanie (Galati), République Tchèque (Ostrava), Luxembourg (Dudelange), Italie (Piombino) et Macédoine (Skopje) ainsi que de lignes de production en Belgique (Liège) afin d'alléger les inquiétudes émises par la Commission européenne concernant son acquisition d'Ilva. Pas moins de 15 000 emplois directs et des milliers d'emplois indirects sont en jeu dans chacune des six communautés locales qui regardent avec anxiété leur avenir désormais incertain. Les syndicats de toute l'Europe dénoncent les positions prises par la Commission européenne et ArcelorMittal et exigent unanimement que des garanties soit immédiatement fournies sur l'avenir de chaque site et de chaque emploi.

Plus de 5 représentants syndicaux des travailleurs d'ArcelorMittal et d'Ilva venant de Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, République tchèque et Roumanie se sont réunis le 26 avril à Bruxelles sous les auspices d'industriAll Europe pour partager leurs préoccupations quant aux conséquences sociales et industrielles que pourraient avoir les derniers projets de la Commission européenne et d'ArcelorMittal.

« Nous ne laisserons jamais les conditions de travail, les salaires et l'avenir des travailleurs d'ArcelorMittal et d'Ilva être mis en péril, les perspectives de développement d'ArcelorMittal être affaiblies en raison d'une décision erronée prise en vertu de règles de concurrence obsolètes de l'UE », déclare Luis Colunga, Secrétaire général adjoint d'industriAll Europe. « Le rachat d'Ilva n'est même pas encore finalisé. Et pourtant, on nous soumet déjà ce qui est présenté comme le résultat de longs mois de dialogue à huis clos entre ArcelorMittal et la Commission européenne : un projet de désinvestissement qui n'aura d'autres effets que de démanteler les réseaux de production intégrés d'un des géants européens de production d'acier. Et comme si cela ne suffisait pas, les travailleurs sont privés de leur droit fondamental à l'information et à la consultation sur un projet qui fait peser une grande incertitude sur des milliers d'emplois en Europe. Et pourquoi cela ? Parce que les procédures rigides de la Commission européenne créent une contrainte de temps inacceptable en l'obligeant à rendre sa décision dans trois semaines ».

Dans ce contexte, les syndicats de toute l'Europe ont adopté une déclaration d'urgence (téléchargeable ci-dessous) and demandent instamment à ArcelorMittal et à la Commission européenne de :

- **Fournir une transparence totale** sur l'ensemble de la procédure de contrôle des concentrations appliquée au cas présent, et la communication immédiate des informations concernant les analyses et prévisions industrielles, financières, sociales, environnementales et de marché ;

Communiqué de Presse

- **S'engager pour la croissance industrielle à long terme, la qualité de l'emploi et l'adoption de solutions viables** pour tous les sites européens d'ArcelorMittal et d'Ilva, quel que soit le résultat des procédures en cours ;
- **Impliquer pleinement les syndicats et représentants des travailleurs** avant que toute décision ne soit prise tant par la Commission européenne que par ArcelorMittal, que ce soit sur l'acquisition d'Ilva en tant que tel, le plan de désinvestissement proposé ou encore la recherche d'éventuels nouveaux acquéreurs si besoin.

Le cas présent met une fois de plus en lumière l'énorme fossé entre les mots et l'action de l'UE : il ne peut pas y avoir d'industrie européenne solide et concurrentielle sur la scène internationale tant que les politiques de l'UE échouent à encourager la croissance à long terme et la création d'emplois de qualité, voire même empêchent le développement de champions européens.

« Nous avons besoin d'une Europe qui protège non seulement les intérêts des consommateurs européens mais aussi ceux de ses travailleurs et de son industrie. Comme l'a dit le Président Juncker, l'Europe doit toujours défendre ses intérêts stratégiques. C'est l'Europe que nous appelons de nos vœux : une Europe qui soutient la croissance des entreprises et la création d'emplois de qualité. Ce n'est pas ce à quoi nous assistons ici quand l'absence de stratégie industrielle combinée à l'obsolescence des règles de concurrence conduisent simplement à éroder notre base industrielle et à mettre un outil industriel majeur en vente pour les investisseurs étrangers », déclare Luc Triangle, Secrétaire général d'industriAll Europe. « Ce qui se passe avec ArcelorMittal est un nouvel exemple du fait que oui, en effet, nous avons définitivement et depuis longtemps déjà atteint les limites : il est plus que temps que l'UE fournisse des réponses et mette enfin en place les conditions favorables à l'essor de l'économie européenne et, en particulier, à l'industrie sidérurgique ».

Alors qu'ils restent sidérés par le manque total de cohérence entre les différentes politiques de l'Union européenne, les syndicats d'ArcelorMittal et d'Ilva appellent la Commission européenne à fournir une réponse immédiate au cruel besoin :

- **De révision des règles de concurrence anachroniques de l'UE**, afin de garantir des conditions de concurrence équitables aux entreprises européennes qui opèrent sur les marchés mondiaux ;
- **D'une stratégie industrielle ambitieuse pour l'acier** qui soutienne le secteur qui continue à être l'épine dorsale sur laquelle repose notre économie européenne ;
- **D'un traitement équitable du respect des droits des travailleurs et de la défense des intérêts industriels stratégiques de l'Europe, parallèlement aux considérations attachées à la concurrence sur le marché intérieur.**

Les syndicats d'ArcelorMittal et d'Ilva poursuivront leur coordination européenne sous l'égide d'industriAll Europe dans les prochains jours et semaines et demanderont à pouvoir adresser dans les plus brefs délais l'ensemble de ces points avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la PDG d'ArcelorMittal, Mr. Lakshmi Mittal. Alors que l'inquiétude grandit aussi dans les rangs politiques nationaux et européens (comme l'expriment différents membres de

Communiqué de Presse

gouvernement et du Parlement européen), la direction d'ArcelorMittal et la Commission européenne sont plus que jamais attendue dans le respect de leur responsabilités sociales et industrielles.

La déclaration complète des syndicats d'Ilva et d'ArcelorMittal est téléchargeable en version [anglaise](#) et [française](#) (la version allemande suivra sous peu).

Pour plus d'information :

Aline Conchon, aline.conchon@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 54

Elsbeth Hathaway, elsbeth.hathaway@industrial-europe.eu, +32 22 26 00 72

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.